

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SASU BAUDELET METAUX

76 Rue du Moulin
59190 HAZEBROUCK

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\BAUDELET METAUX_Hazebrouck_070.04280\2_Inspections\22032022_VHU_Incendie_JR\Baudalet Metaux_Hazebrouck_RAPVI_0007004280.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SASU BAUDELET METAUX implanté 76 Rue du Moulin 59190 HAZEBROUCK. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASU BAUDELET METAUX
- 76 Rue du Moulin 59190 HAZEBROUCK
- Code AIOT dans GUN : 0007004280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement Baudalet Métaux à Hazebrouck réalise une activité principale de réception, d'achat, de tri, de stockage temporaire et d'expédition de métaux ferreux et non ferreux. L'établissement propose également une activité de dépollution de VHU, activité sans démontage de pièces. Les VHU dépollués sont compactés sur le site avant d'être expédiés sur un site de broyage. L'établissement propose enfin une activité de déchetterie pour les déchets dangereux issus de l'activité de professionnels (peintures, solvants...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques incendie dans les centres de VHU.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Positionnement des équipements d'alerte et de secours (Bureau)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription
Détection incendie (Bureau)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Clôture (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription
Consignes d'exploitation (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux incendie (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de défense incendie (Bureau)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
Signalisation des risques (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
Exutoires de fumées (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12	/	Sans objet
Accessibilité (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
Entreposage (Terrain)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
Rubriques APC	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement Baudalet Métaux à Hazebrouck doit finaliser l'enclos de sa propriété exploitée dans le cadre de son activité de recyclage. Ce site historique de l'activité Baudalet est imbriqué dans l'habitat urbain, sans lui apporter plus de nuisances, mais se doit de renforcer son isolement vis-à-vis des personnes extérieures.

Des indications de stockages de produits dangereux et de dispositifs de confinement des réseaux doivent être complétés sur les plans et sur les équipements pour les agents présents sur le site et le SDIS.

L'installation de dispositifs de détection de fumées dans les espaces de stockages et de travail doit être réalisée afin de renforcer la prévention du risque incendie.

L'établissement Baudalet Métaux doit porter à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord, les modifications d'activités et de rubriques concernant ces installations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Positionnement des équipements d'alerte et de secours (Bureau)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant présente le plan général du site sur lequel sont reportés les issues de secours, les BAES et la localisation des extincteurs. Ce plan est affiché sur le mur au droit de la réception du site. Il est également affiché sur le tableau interne de consignes de travail et de sécurité. L'inspection constate que ce plan ne précise pas la localisation des produits dangereux du site : gazole non routier, gaz de coupes en bouteilles propane et oxygène. Ce plan ne précise également pas la localisation du regard donnant accès à la manoeuvre de la vanne de fermeture du réseau d'eaux pluviales, en amont du séparateur à hydrocarbures et du rejet au milieu naturel afin d'isoler les eaux d'extinction en cas d'incendie. L'inspection demande que le plan général du site soit modifié pour localiser les produits dangereux et la vanne de fermeture du réseau d'eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de défense incendie (Bureau)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs/RIA/exutoires/portes coupe feu
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Le registre de sécurité indique la date du 25/05/2021 concernant la vérification périodique des extincteurs sur le site. Un extincteur a été changé le 14/01/2022 et l'attestation a été fournie par l'exploitant. La vérification est réalisée par la Sté LST Leboulanger. La date de vérification est bien indiquée sur les extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie (Bureau)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des détecteurs
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la

<p>liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]</p> <p>Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats : L'inspection constate que les stockages réalisés sous l'abri de bâtiments sont limités aux métaux de valeurs (cuivre, inox...) et de batteries de VHU. Ces stocks sont en containers gerbables ou en bennes ampiroles stockés séparément et en volumes limités.</p> <p>Ces bâtiments de stockage sont dépourvus de dispositifs de détection des fumées. L'inspection note que ces bâtiments sont anciens, avec des hauteurs sous faîtage importantes, à charpentes métalliques nues et avec des ouvertures d'accès larges et hautes.</p> <p>Les batteries de VHU sont exclusivement des batteries au plomb, démontées et stockées dès la réception du VHU. L'exploitant précise qu'il refuse la prise en charge toute autres types de batteries (notamment au lithum).</p> <p>Pour ce qui concerne les activités de découpes métalliques, celles-ci se réalisent à l'extérieur et à proximité du stockage VHU dépollués. Il n'y a pas d'opérations de coupes ou sous feu dans l'atelier de dépollution. Celui-ci est constitué d'un auvent fermé sur trois faces, l'ouverture libre est de grande hauteur. Cet atelier de dépollution est dépourvu de dispositifs de détection des fumées.</p> <p>L'inspection demande l'installation de dispositifs de détection de fumées dans les bâtiments de stockage et dans l'atelier de dépollution notamment au niveau des stockages de fluides des VHU.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Nom du point de contrôle : Signalisation des risques (Terrain)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p>
<p>Constats : La zone de stockage des bouteilles de gaz de coupe est clôturée par des barrières de type Eras, les bouteilles sont stockées en racks, les risques sont identifiés par les pictogrammes de dangers du produit et le nom du produit, apposés au droit des racks.</p> <p>Le stockage de gazole non routier est contenu dans une cuve aérienne à double enveloppe et d'une alarme en cas de fuite (l'alarme n'a pas été testée le jour de l'inspection) sur laquelle sont collés les pictogrammes de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Eaux incendie (Terrain)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]</p> <p>Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...]</p>
<p>Constats : Le site est pourvu d'un bassin de confinement. Celui est clôturé, vide et propre lors de</p>

<p>l'inspection. L'exploitant précise que celui-ci se remplit par mise en charge du réseau lors de la fermeture de la vanne d'isolement en aval du réseau d'eaux pluviales et en amont du séparateur à hydrocarbures et rejet au milieu naturel. La vanne d'isolement est entretenue annuellement. Une fiche réflexe de manœuvre de cette vanne est apposée sur le tableau d'affichage interne des consignes de travail et de sécurité.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'identifier le regard d'accès à la vanne de manœuvre (marquage au sol ou panneau).</p> <p>L'exploitant indique que le réseau d'eaux pluviales, le bassin et le séparateur à hydrocarbures sont entretenus annuellement par la Sté Polak (Groupe Baudalet).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exutoires de fumées (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Exutoires de fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC)[...] permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande)[...].</p>
<p>Constats : Les locaux de stockage des métaux et batteries de VHU en containers gerbables et en bennes ampiroles présentent un risque incendie limité.</p> <p>Ces locaux ne sont pas pourvus de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC).</p> <p>L'atelier de dépollution n'est pas équipé de DENFC, étant un auvent ouvert sur une façade et sur une grande hauteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux installations
Prescription contrôlée : I. Accès à l'installation L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation. Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation [...]. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. [...]
Constats : Le site implanté en milieu urbain est accessible directement par la voirie publique. Les circulations sur le site se réalisent sur des surfaces carrossables (enrobé ou béton). Un sens de circulation général est indiqué à chaque dépôt (VL) ou enlèvement (PL). Ce sens de circulation permet le demi-tour des véhicules. Les croisements sont possibles et notamment à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
Constats : Le site ne comporte qu'une entrée principale fermée par un portail plein en dehors des heures d'ouverture. Le site est pourvu de caméras de surveillance en raison des intrusions sur le site. Le site est clôturé sur les 3/4 de son périmètre par les clôtures des fonds des propriétés riveraines (murs de briques ou clôture béton pleines). Aucun stockage de déchets ou de matières combustibles n'est présent le long de ces clôtures. La partie partiellement clôturée correspond à la limite du site exploité. La propriété de Baudalet s'étend au-delà et jusque à la voie ferrée présente en fond de parcelle. L'inspection demande à l'exploitant la mise en place d'une clôture physique permettant l'enclos de l'ensemble du site exploité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux / Bassin / Extincteurs
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil [...]. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances[...]. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter [...]. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. [...]
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un plan indiquant les poteaux incendie présents à proximité du site dans les rues adjacentes. Le PI le plus proche est à 80 m de l'entrée du site. Les extincteurs sont répartis sur le site, dans les locaux et à proximité des zones de stockages et de travail. Leur numérotation et localisation sont indiqués sur le plan de positionnement des dispositifs d'alerte et de secours. L'inspection suggère à l'exploitant de faire le point avec le SDIS sur le thème de la défense contre l'incendie, notamment la vérification de l'utilisation du PI le plus proche et de son débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.[...]
Constats : L'exploitant présente à l'inspection la fiche réflexe incendie en date du 06/09/2019 référencée n°PRM3 FI 0001 ind A, du site. Cette fiche est affichée sur le panneau interne de consignes de travail et de sécurité. Cette fiche généralisée pour tous les sites de Baudalet ne prend pas en compte les caractéristiques du site d'Hazebrouck qui ne dispose pas de RIA ni de trappes de désenfumage. L'inspection demande que cette fiche soit mise à jour en tenant compte des caractéristiques du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Entreposage (Terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p> <p>II. Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p> <p>III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. [...] L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p> <p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. [...]</p> <p>Constats : Les VHU non dépollués sont stockés au sol sur une zone séparée des autres stockages. L'ensemble du site est sur un sol imperméabilisé et les eaux pluviales sont collectées et transitent par un séparateur à hydrocarbures. L'exploitant précise à l'inspection que le site ne réalise que la dépollution de VHU et ne réalise pas de démontage de pièces pour stockage ou commercialisation. Les VHU dépollués sont compactés sur site avant d'être expédiés sur un site de broyage. L'activité est limitée, une dizaine de VHU dépollués sont présents sur le site et en attente de compactage. Les véhicules en attente de compactage sont stockés au sol et sur 2 VHU empilés pour une hauteur < 3 m. La dépollution se réalise à l'abri de l'auvent de l'atelier dédié, les fluides extraits sont stockés en contenants étanches, identifiés et sur rétention. Les fluides extraits sont ensuite expédiés pour traitement dans les filières agréées. L'exploitant dispose des BSD des fluides expédiés. Les batteries des VHU sont retirées dès la réception du VHU et stockées dans une benne identifiée et à l'abri. Le site ne réceptionne que les batteries de VHU au plomb. Les pneumatiques sont stockés dans une benne fermée de 30 m³. La benne remplie est expédiée pour prise en charge vers une filière de traitement agréée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubriques APC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Prescription contrôlée : Actualisation des rubriques
<p>Constats : L'exploitant déclare avoir arrêté son activité de tri par broyage de câbles électriques et de douilles métalliques. En conséquence, la rubrique 2791-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2019 doit être supprimée.</p> <p>La rubrique 4331 doit être modifiée par la rubrique 4734 produits pétroliers spécifiques et correspondant au stockage de 1000 litres de gazole non routier, le classement restant inchangé en NC.</p> <p>La rubrique 4718 correspond au stockage de bouteilles de gaz propane, quantité entreposée de 100 kg. Classement en NC.</p> <p>La rubrique 4725 correspondant au stockage de bouteilles de gaz oxygène, quantité entreposée de 400 kg, doit être rajoutée à l'arrêté préfectoral. Classement en NC.</p> <p>L'exploitant demande également l'actualisation des caractéristiques de la rubrique 2710-1-a pour pouvoir correspondre au DID acceptés dans le cadre de l'activité de déchetterie professionnelle.</p> <p>L'exploitant doit porter à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord, l'ensemble de ces modifications et demandes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables au site exploité par la société BAUDELET HOLDING pour son établissement situé à Hazebrouck

LE PRÉFET DU NORD,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-39 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 imposant à la société BAUDELET HOLDING des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Hazebrouck ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

[Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [précisez la date]] ;

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de l'inspection du 22 mars 2022 il a été constaté les non-conformités suivantes :
 - article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : Le site exploité n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie.
 - article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : Les locaux techniques et de stockages ne sont pas équipés de dispositifs de détection de fumées.
 - article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux n'indiquent pas la localisation des produits dangereux et de la vanne de fermeture pour le confinement du réseau d'eaux pluviales.
 - article 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : La fiche réflexe incendie mentionne des équipements non présents sur le site d'Hazebrouck.
2. Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 15, 19, 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING de respecter les prescriptions et dispositions des articles 15 et 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1 – La société BAUDELET HOLDING est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite 76 Rue du Moulin – 59190 Hazebrouck de respecter les dispositions des articles 15 et 21 de l'arrêté

ministériel du 26 novembre 2012 imposant à la société BAUDELET HOLDING les prescriptions générales pour l'exploitation de son établissement situé à Hazebrouck.

À compter de la notification du présent arrêté, les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai d'un mois, l'exploitant fourni au préfet le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux indiquant la localisation des produits dangereux et de la vanne de fermeture pour confinement du réseau d'eau pluviale ;

- Dans un délai d'un mois, l'exploitant réalise l'installation de dispositifs de détection de fumées dans ses locaux de stockage et atelier de dépollution VHU. Dans le même délai d'un mois, l'exploitant modifie la fiche réflexe incendie avec les caractéristiques et équipements du site d'Hazebrouck.

- Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise les travaux de clôture nécessaires pour mettre en enclos la totalité de son site exploité.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société BAUDELET HOLDING ;

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord
- Messieurs le Maire de la commune de Hazebrouck ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.